

Compliance et Due diligence : propos iconoclastes sur la sécurité « à l'américaine »

Xavier RAUFER

*Chargé de cours à l'Institut de criminologie de Paris, université Paris II – Panthéon-Assas et directeur des études au département de recherche sur les menaces criminelles contemporaines (MCC), Paris II.
(xr@xavier-raufer.com)*

Le devoir de critique

Lentement, comme les dernières flaques d'une marée descendante s'évanouissent dans le sable, la *critique* disparaît de notre monde des idées.

Art nuancé et parfois savant, la critique encombre la télé, qui lui préfère une communication bien calibrée, le commerce des attachés de presse et les émissions vouées à l'admiration mutuelle. Et quand d'aventure la *médiasphère* se veut négative, elle condamne par le silence ; sinon, elle procède par bouffée d'indignation ou par disqualification moralisatrice.

Mais en matière de sécurité globale, la *critique* est plus que jamais indispensable et l'avocat du diable, crucial. Faute d'eux, on trébuche au Sud-Liban ou on s'envase (notamment...) en Irak ; le terrorisme prolifère au lieu de périlcliter ; les stupéfiants sont partout plus accessibles et moins chers. On l'aura compris, ces indéniables échecs sont l'exact contraire du but recherché ; autant de défaites qu'il faut s'expliquer, pour éviter qu'elles ne s'éternisent ou se renouvellent.

S'expliquer, c'est questionner et *critiquer*. Ce qui suit est une étude critique. Elle ne vise personne en particulier mais souhaite découvrir l'origine même d'indubitables

insuccès. Elle ne donne nulle leçon de morale ; n'impose à quiconque les conceptions de son auteur. En un pur souci de recherche, cette étude expose et analyse des concepts et pratiques fort répandus et (trop) aisément acceptés dans le domaine de la sécurité globale.

Compliance et *due diligence* : d'où viennent ces concepts ? Qui les a imaginés, où et pourquoi ? S'agissant de leur application : y a-t-il adéquation entre théorie et pratique ? Pour le dire autrement : *compliance* et *due diligence* sont-ils efficaces ? Contribuent-ils à la sécurité globale ? Les appliquer rend-il plus sûr l'environnement des entreprises mondialisées ? Telles sont les questions auxquelles cette étude espère répondre.

58

Les entreprises mondialisées sous contrainte

Entreprises, compliance et due diligence

Due diligence - en droit anglo-saxon, ce concept impose à toute structure civile - et d'abord à l'entreprise - d'agir prudemment et de s'informer de son mieux, au plus vite et par tout moyen légal, sur ses nouveaux employés, clients ou associés ; ce pour acquérir la certitude raisonnable que ces entités ou individus ne sont ni corrompus, ni criminels, ni (désormais) terroristes, ni complices avérés d'une opération illicite. En soi, le principe est légitime - mais, comme exposé plus bas, c'est son application qui tend à poser des problèmes plus graves que ceux qu'il est censé résoudre.

Compliance - c'est se plier, se soumettre à des lois et règles visant à gêner, voire prohiber, la circulation d'argent criminel et/ou terroriste. Depuis le 11 septembre, *compliance* est devenue le cauchemar du système bancaire global et au-delà, de qui, dans la sphère économique et financière, gère dans le monde les flux d'argent nécessaires à son industrie. Là, c'est le système même qui est vicié - et par certains aspects quasi-absurde.

Compliance et *due diligence* : ces deux concepts sont d'origine anglo-saxonne, plus précisément américaine. En pleine mondialisation, sur une planète chaotique - et devant le rester à vue humaine - la superpuissance dicte donc au monde l'essentiel de ses normes et pratiques en terme de sécurité globale. Au-delà de lois pénales nationales renforcées pour le terrorisme et le blanchiment d'argent, c'est cette puissance qui nous dit à quoi nous conformer ; qui énonce les comportements et pratiques interdits et sanctionnés - parfois lourdement ¹.

Pourquoi pas, après tout ? Un tel pouvoir normatif est un classique historique - et notre critique n'est pas du tout de type « anti-impérialiste ». Mais à les analyser, ces critères, canons, normes et principes édictés par la superpuissance sont-ils efficaces ? Sont-ils *sérieux* ? Mettent-ils les entreprises et, au-delà, le monde, à l'abri des dangers et menaces réels du monde présent ? Ou bien s'agit-il à l'inverse d'une sécurité factice, d'une protection illusoire ? Tels sont concrètement les points étudiés ici.

Cette première partie comprendra trois séquences, consacrées, par ordre, à

l'esprit commun de ces deux concepts ; aux *hommes* qui les ont conçus et les appliquent, et enfin aux *méthodes* par lesquelles on les impose et met en œuvre.

L'esprit

- Les concepts de *compliance* et de *due diligence* visent à contraindre le monde à appliquer des solutions (peut-être) efficaces aux États-Unis, mais faisant fi (volontairement ou non) des écarts énormes – des *gouffres* – entre civilisations et cultures ; pour le dire brutalement, en ignorant qu'à Peshawar (province de la frontière du nord-ouest, Pakistan) tout ne se passe pas forcément comme à Peoria (Illinois). D'où des résultats souvent décevants ou contre-productifs, et parfois attristants.

Du fait qu'elles sont d'une portée supposée universelle – Peshawar, Peoria, Pretoria et Perpignan – ces solutions relèvent forcément du *symptomatique* et se condamnent à ignorer l'*étiologique*. Employons la métaphore médicale d'une crise d'urticaire : cela consiste à enduire les boutons de pommade sans s'inquiéter de savoir si, par hasard, existe une allergie sous-jacente aux fraises.

- Second défaut de conception du système *compliance + due diligence* : ceux qui l'ont conçu et l'appliquent n'ont aucune réflexion critique sur la société – dite « de l'information » – au sein de laquelle nous vivons. Rien n'y concerne ses fragilités *intrinsèques* et d'abord celles que provoque la mondialisation – ce qui est pourtant un élément décisif du *diagnostic*

à effectuer face à toute menace. Émanant d'une vision stéréotypée et américano-centrée du monde, *compliance* et *due diligence* suscitent en aval une pratique *cosmétique*, réactive et bureaucratique de la sécurité :

Compliance : Une fuite est détectée sur un « tuyau » financier ? Mettons-y une rustine ;

Due diligence : Des individus sont dangereux ? Dressons-en la liste, etc ².

- Plus grave encore, ce système *réactif compliance + due diligence* cherche d'abord ses références et accomplit des vérifications *dans le passé*. Son intérêt va aux précédents, règles et normes ; rien ou presque n'y concerne le nouveau et l'à-venir. Compilant *a posteriori* des listes officielles plus ou moins récentes et collectant, auprès de sources ouvertes, des nouvelles pas toujours fraîches, ce système ouvre peu de perspectives. Qui plus est, les évaluations officielles *primaires* (des risques terroristes dans tel pays, par exemple) dont ce système use pour fabriquer les siennes propres (évaluations *secondaires*) sont tout sauf objectives, mais d'usage politisées, sinon manipulatrices. Pour le pays qui les publie, ces évaluations sont d'abord les outils d'une subtile propagande, visant à aider ceux qu'il voit comme les « gentils » et à handicaper les « méchants » sur la scène internationale.

- Plus radicalement, la *possibilité* même d'évaluer un danger terroriste *futur* en prolongeant des courbes, en supposant ainsi l'histoire prédictive, est discutable. La futilité de vouloir pré-dire des actes

terroristes en prolongeant des courbes se prouve aisément :

· Qu'aurait donné l'évaluation du danger terroriste aux États-Unis en date du 10 septembre 2001 ? Et celle du 12 septembre ?

· En matière de terreur de masse, quelle évaluation a pré-vu le danger présenté par une secte type *Aum shinrikyo*, avant l'attentat du métro de Tokyo ? Ou par des milices type *Janjawid* avant les massacres du Darfour ? Ou par des sectes homicides genre « Armée de Libération du Seigneur » ou *Mungiki*, avant les atrocités commises en Ouganda et au Kenya ?

60

Bâti à l'aide de postulats intellectuellement critiquables, le socle du système *compliance + due diligence* est fragile. Evaluer, comme il le fait, les menaces après coup, n'offre finalement qu'une idée *rétrospective* du danger, et donc, qu'une fausse sensation de maîtrise du problème. Partant de ce système, pas d'anticipation, pas de prévision possibles.

– Dépourvu de perspectives larges, ce système s'intéresse finalement peu aux réalités terroristes et/ou criminelles. L'auteur a déjà donné cent exemples de cet *oubli* du crime et du terrorisme par le système *compliance + due diligence* ; de sa radicale négligence de son *objet* même (il y a dans le monde des terroristes et des mafieux) ³.

Ce système clos vit ainsi dans la tranquille certitude que les dangers et menaces du monde sont balisés et connus au point qu'il serait superflu d'y revenir ; pour lui,

en bref, *l'ennemi va de soi* ⁴ ; il l'imagine repéré de façon si sûre par les services officiels (notamment américains) qu'il estime inutile de s'arrêter un seul instant au *problème* que cet ennemi pose ; pour d'emblée se ruer sur les *solutions* – conçues bien sûr à partir des technologies les plus futuristes ⁵.

Or bien au contraire, l'ennemi est aussi méconnu que possible – et cela encore se démontre aisément. Si on connaissait un peu convenablement cet ennemi, Oussama ben Laden et Ayman al-Zawahiri auraient de longue date fini comme Saddam Hussein ; l'Irak, l'Afghanistan et la Somalie seraient autant de bucoliques Helvéties ; les cadres et dirigeants des cartels colombiens et mexicains de la cocaïne croupiraient en prison. Ce qui, en l'occurrence, ne semble pas prêt de s'accomplir bientôt.

Pourquoi ? Parce que les concepteurs du système *compliance + due diligence* ne voient pas – ne *veulent* pas voir ou ne *peuvent* pas voir, cet important *distinguo* est ici secondaire – que l'état actuel de la planète est chaotique ⁶. Dans ce monde, évolutions, agitations, mutations et hybridations sont la *constante* – et les formes fixes et stables, des cas *d'exception*. Comparables au virus du Sida, les entités terroristes et/ou criminelles d'aujourd'hui grouillent et mutent sans cesse, souvent brutalement (Voir le cas récent du *Fatah al-Islam* dans les camps palestiniens du Liban).

À cela s'ajoute le fait – également ignoré par le système *compliance + due diligence* – que les ripostes militaires aux attaques subies, notamment celles des États-Unis et d'Israël, accélèrent encore la mutation

des entités dangereuses, leur pulvérisation, leur *atomisation* ; cet ennemi étant par conséquent *et du fait même d'attaques inappropriées*, toujours plus nébuleux, plus impalpable, donc indécélable – sans pour autant être moins dangereux – voir les évolutions récentes du Liban à l'Afghanistan, en passant par l'Irak.

Pour conclure sur l'*esprit* du système *compliance + due diligence*, celui-ci vit toujours à la date du 11 septembre 2001 – qui constitue *de facto* son vrai jour de naissance. L'essentiel de ses normes, canons, critères et pratiques date de là – au minimum, leur dernier toilettage et remise à jour remonte à 9/11. Ce système ne fait qu'aménager à l'occasion, ou retoucher, un édifice normatif laissé intact, car tabou. Pour parler comme J.-P. Sartre, 9/11 représente *l'horizon indépassable* de l'ensemble *compliance + due diligence*.

Or six ans (2001-2007), dans un monde chaotique, c'est l'éternité.

Car enfin (question qui sort des limites de cette étude), est-il *assuré* que nous vivions toujours dans le monde de 9/11 ? Pour qui s'intéresse à la sécurité globale, cet arbre gigantesque ne cache-t-il pas une forêt désormais très différente ⁷ ?

Les hommes

Le système *compliance + due diligence* a été pour l'essentiel conçu, et est appliqué, par des hommes issus de la fonction publique régaliennne américaine, diplomates, magistrats, policiers et officiers de renseignement ; celle-ci fournit à son

tour le personnel dirigeant des services de sécurité, d'audit et de *compliance* des entreprises mondialisées anglo-saxonnes, comme celui de leurs prestataires extérieurs : cabinets de consultants et sociétés de sécurité privées. Ce vaste et informel *old boys network* anglo-saxon influence et imprègne lui-même la culture « sécuritaire » des entreprises européennes, moyen-orientales et asiatiques ; au point que les théories et pratiques de l'*old boys network*, et son vocabulaire – *compliance + due diligence* justement – sont adoptés par nombre des grandes entreprises – ce d'autant qu'à les ignorer ou les enfreindre, on risque des sanctions plutôt sévères de la part de l'exécutif ou de la justice des États-Unis.

Or si ceux qui ont conçu et appliquent *compliance + due diligence* dans sa version post-9/11 possèdent bien l'échiquier national américain, et sont à l'aise face à des risques classiques, bien étalonnés et entrant dans des catégories connues, leurs capacités de réflexion et d'action sur les théâtres extérieurs sont plutôt limitées, voire quasi-nulles, dès qu'il s'agit d'entités nouvelles, mutantes ou hybrides ⁸.

Pour l'essentiel, ce sont en effet ces mêmes cerveaux qui ont collectivement conçu et mis en œuvre une « guerre à la drogue » qui dure (à l'automne 2007) depuis 37 ans et est considérée par tous les experts sérieux (y compris, en privé, par les officiels américains eux-mêmes) comme un sérieux échec ⁹, n'ayant pu en presque quatre décennies ralentir – ne parlons pas même d'arrêter – le flot de cocaïne allant du cône nord de l'Amérique latine à l'Amérique du nord, via les Caraïbes et le Mexique.

Depuis l'été 1998 et les deux premiers grands attentats anti-américains perpétrés par le courant *salafi-jihadi*, les mêmes ont encore conçu et mènent la « guerre à la terreur ». Or ces experts officiels américains ont été incapables de prévoir 9/11 ; et en 9 ans, les coups, certes terribles, portés *a posteriori* à cette nébuleuse ne l'ont pas mise hors de combat et n'ont (à ce jour) pas permis l'arrestation de ses principaux chefs.

Car l'asymétrie règne ici, sur le champ de bataille comme en termes de bilan, ce qu'exprimait lumineusement Henry Kissinger durant la guerre du Vietnam – un propos toujours valide aujourd'hui : « tant qu'une guérilla n'a pas perdu sa guerre contre un État, elle l'a gagnée ; et tant que ce même État n'a pas gagné sa guerre contre la guérilla, il l'a perdue ».

Les méthodes

Voici l'exemple d'un stage intitulé « Responsabilité des entreprises et fraudes en entreprise », proposée par une grande société de formation, associée à un acteur majeur des professions du chiffre. Ce stage vise à former des cadres à la sécurité – en fait, au système *compliance + due diligence*.

On y aborde les thèmes suivants :

- Fraudes internes et externes : quels sont les régulateurs et les nouvelles réglementations ?

- Comment déceler la fraude dans l'entreprise et gérer le risque ?

- Comment réagir face à la fraude avérée du salarié, du fournisseur, du prestataire informatique ? En cas de surfacturation du client ?

- Blanchiment d'argent, fraudes financières : comment riposter légalement ?

Un tel programme dévoile bien l'univers mental (purement juridique et comptable) de ceux qui enseignent aux cadres des entreprises mondialisées l'art de se soumettre : il leur faut établir et respecter des normes, puis contrôler le respect formel de celles-ci. Pour ces prophylactiques professeurs, les menaces et risques sont strictement *endogènes* (salariés, clients, etc.). Il y a bien sûr du blanchiment et de la fraude, mais relevant de la génération spontanée, ou d'une fatalité d'ordre météorologique (« La grêle est tombée sur le vignoble X... »), car *rien* dans ce programme ne concerne les blanchisseurs et les fraudeurs – encore moins, les entités dangereuses à l'œuvre dans le chaos mondial (mafias, réseaux terroristes, etc.).

Nous sommes ici dans l'univers de *Star Wars* : celui de la menace fantôme...

Mise en conformité :
le résultat concret

À ne considérer que les « fraudes » et le « blanchiment », infractions juridiquement calibrées par des pénalistes, des magistrats, etc., on s'intéresse, non aux criminels ou aux terroristes *réels* du monde *présent*, mais aux effets plus ou moins lointains de leurs actes. Du fait de la lenteur – pour

ne pas parler d'inertie – de la machine judiciaire, une infraction n'entre en effet au code qu'après une longue existence : les criminels et terroristes *d'aujourd'hui* disparaissent donc derrière les séquelles d'actes commis naguère – si ce n'est jadis – par eux-mêmes ou par d'autres.

D'ordinaire et le plus souvent – et en dépit du proverbe remontant à l'Antiquité « connais ton ennemi » – les entreprises de 2007 se protègent ainsi, non contre les terrorismes et la criminalité *réels* de 2007, mais contre des activités et pratiques que le Congrès américain, ou des législateurs nationaux, ont estimées dangereuses ou inadmissibles voici une décennie ou plus.

Ainsi, le système *compliance + due diligence* évolue dans un plan A et les entités dangereuses du chaos mondial dans un plan B ; les contacts entre A et B étant au mieux minimes et A ignorant d'usage ce que fait B. Cette forte distorsion spatio-temporelle rend donc quasi-impossible à qui évolue dans le plan A de déceler *en temps utile pour pouvoir la prévenir* une action ou manœuvre hostile surgissant du plan B.

De ce fait, le système *compliance + due diligence* met peut être les groupes mondialisés à l'abri de la justice de leur pays d'origine, ou de la colère et des sanctions de l'exécutif américain, mais absolument pas à l'abri des dangers et menaces présents – moins encore, des dangers et menaces à venir. Au fond, le système « *compliance* » + *due diligence* permet surtout à des États-nations, au premier rang desquels, les États-Unis, de se protéger, en faisant des groupes mondialisés – osons le dire – des sortes de boucliers humains.

Une approche différente, tournée vers l'avenir

Monde, société, désordres : la perspective large

Notre planète est aujourd'hui chaotique, sans ordre mondial ni réel « concert des nations ». Les références médiatiques à une communauté internationale reposent sur peu de choses : des réactions épidermiques plus ou moins spontanées, sans profondeur ni durée, mesurées de-ci de-là par voie de sondage.

Aujourd'hui, la mondialisation licite et positive a sa contrepartie illégale, criminelle et/ou terroriste. Cette « face noire de la mondialisation » est tue, ou niée dans sa gravité, par l'idéologie libérale (éditée notamment par le *Financial Times* ou *The Economist*) et minimisée par nombre des dirigeants politiques, économiques, financiers et médiatiques du monde développé. Dans ce monde désordonné, la société développée (pour aller vite, l'OCDE) a pour *seule* force motrice la technologie de l'information et de la communication et est dite de ce fait « société de l'information ». Une société avec ses forces bien sûr, mais aussi avec ses faiblesses, ses illusions, ses phobies.

Toute réflexion, toute étude sur les risques et dangers encourus par notre continent et notre société, part forcément de là. Il n'y a pas de risque dans l'absolu, ni de menace universelle ; mais, pour le monde et la société *réels*, des dangers précis qui parfois émanent de nous (risques *endogènes*) et parfois de l'extérieur (menaces *exogènes*) ¹⁰.

D'abord, envisager le chaos mondial

Dans un monde chaotique, tout va vite. Individus ou entités menaçants ou dangereux apparaissent brusquement, frappent sans préavis (ou sans que leurs avertissements nous soient perceptibles) pour disparaître souvent tout aussi rapidement. Dans ce monde, l'instabilité est la règle et la stabilité, l'exception. Dans la sphère du crime et/ou du terrorisme, alliances, hybridations, mutations, adviennent selon des modalités et à des rythmes imprévisibles, sans que nous n'y puissions rien, sans même parfois que nous le remarquions.

Dans un monde chaotique, de ce fait, le *préjugé* ne pardonne pas car ici, les erreurs initiales ne peuvent être rattrapées. Prenons ici le seul exemple de la guerre en Irak : la partie débutée le 19 mars 2003 par les premiers tirs de missiles est perdue dès le 19 août de la même année ¹¹, quand est assassiné par usage d'un camion piégé contenant 400 kilos d'explosif, le représentant de l'ONU, Sergio Vieira de Mello. Ainsi, depuis 4 ans, nous sommes dans les irrémissibles séquelles d'une aventure qui s'est jouée en 5 mois.

Il y a donc deux façons de considérer les risques, menaces et dangers du monde :

a) Selon divers préjugés,

b) Ou à l'inverse, en partant des phénomènes criminels et/ou terroristes tels qu'ils adviennent, tels qu'ils s'offrent à nous, en allant, pour citer Edmund Husserl, « droit aux choses mêmes ».

Nous montrons maintenant successivement les risques et les limites de la première approche et l'intérêt de la seconde, celle que nous prônons.

Le préjugé : ce qu'il est, ce qu'il coûte

Accéder au réel, donc disposer de perspectives et de ce fait, pouvoir prévoir, nécessite d'abord d'évacuer les préjugés, d'opérer sur soi-même un travail de lucidité. Dans un monde stable, où les risques, menaces et dangers sont durables, lents, prévisibles, le préjugé n'est pas dramatique ; réversible, il fait des dégâts, mais n'entraîne pas de tragédies. Dans un monde chaotique, l'inverse est vrai et de ce fait, la lucidité, la capacité de décellement précoce des menaces sont cruciaux ; ils sont seuls à même d'éviter les drames.

Pré-juger consiste à percevoir le risque, le danger ou la menace, non dans sa réalité immédiate, mais partant d'un préalable ; à interposer entre le réel et son propre jugement, ou son diagnostic, un filtre, ou un élément qui l'affecte ou le polarise.

Voici quelques préjugés parmi les plus courants :

- *Le préjugé idéologique* : l'ennemi principal (de mon pays, de ma classe sociale, de ma communauté...) est tel que la menace doit :

. Être niée, car incompatible avec le dogme (il ne *peut pas* y avoir de criminalité en Union soviétique... d'homosexuels dans l'Iran islamique...),

. Être travestie pour servir le dogme (Chine maoïste : les mafieux sont des agents de l'impérialisme).

- *La logique de stock* : possédant tel objet ou instrument périmé, conçu pour

un tout autre usage et aujourd'hui inutile, je configure la menace de façon à trouver un prétexte à son usage (les B 52 en Afghanistan). Au-delà de l'aspect périmé de tel matériel, rappelons (on rougit d'ailleurs d'avoir à le faire...) que tout objet ou arme est inoffensif tant qu'on ne l'utilise, tant qu'on ne le déclenche pas – et qu'en matière de sécurité globale, tout matériel n'a d'efficacité qu'en aval d'une doctrine d'emploi. Sans concepts appropriés, permettant notamment d'anticiper ; sans protocole d'action pertinent et à jour, tout objet, en soi et quel qu'il soit, est ainsi peu, ou pas utile.

- *Le préjugé bureaucratique* : l'administration que je dirige (à laquelle j'appartiens) est constituée de telle façon que... sa mission est telle que... je façonne la menace pour qu'elle lui convienne.

- *Le préjugé symptomatique* : développons ce point plus longuement. Le monde d'aujourd'hui est pressé et hait les désagréments. L'enfant atteint d'urticaire, l'entreprise victime d'une fraude, le gouvernement en cas d'attentat, tous vont spontanément et sur le champ au *symptomatique* : plus de démangeaisons, plus de vols, plus de sang dans les rues. L'opinion publique réagit de même. La société de l'information est impatiente et capricieuse, c'est celle du flux-tendu et du temps réel. Elle attend, elle *exige*, des solutions à tous les problèmes qui l'affectent. Écoutons les publicités, les discours politiques : le mot *solution* y est obsessionnel. C'est un monde marqué par Harry Potter ; celui du fétichisme un peu puéril de la baguette magique. Tout ce qui relève du problème et de sa résolution,

du temps et des efforts (physiques ou intellectuels) à déployer à cet effet ; tout cela disparaît derrière l'exigence de solutions rapides – et de préférence, infaillibles : les enfants n'aiment pas beaucoup les problèmes...

En matière de sécurité globale, le préjugé symptomatique revient à ignorer les entités dangereuses, mais, selon divers codes et injonctions, à n'agir que sur les *conséquences* (fraude, blanchiment) de l'activité des bandits ou des criminels, en oubliant ceux-là mêmes (individus ou entités) qui génèrent ces infractions.

- *Le préjugé technologique* : voici les habits neufs du scientisme « doctrine selon laquelle seuls possèdent une réalité les phénomènes qui peuvent s'exprimer dans la terminologie des sciences exactes, et qui peuvent être prouvés par une étude quantitative. Dans cette optique, la mesure et le calcul passent donc pour les seules démarches cognitives légitimes ». Le scientisme se manifeste aujourd'hui par la programmation informatique, dont la pratique même « dénie à l'expérience subjective tout caractère de réalité »¹². Dès qu'on aborde le domaine des activités illicites, la camisole de force informatique mutile, déforme la réalité criminelle et/ou terroriste, au point que cette pensée *technomorphe* la rend parfois méconnaissable. Dans un monde chaotique, la technologie n'est donc efficace que si le *diagnostic* initial est correct, que si un « champ préalable d'inspection » est correctement ouvert. La technologie est incapable de réaliser seule ce diagnostic, d'ouvrir seule ce champ. Aujourd'hui et pour l'avenir prévisible,

seul l'expert – celui qui a l'*expérience* – le peut.

L'actuelle perception du monde :
ce qu'elle autorise et interdit

D'ordinaire et le plus souvent, nous – le citoyen, l'élu du peuple, mais aussi l'officier de renseignement – voyons le monde à travers l'ensemble des moyens d'information, ici collectivement nommé *médiasphère*. Cette sphère médiatique est dotée d'un système de perception semblable à celui des squales : elle voit bien ce qui bruisse et s'agite – mieux encore, ce qui saigne. Le calme, le silencieux, l'enfoui, le dissimulé : la *médiasphère* le voit peu ou pas. Or entre deux attentats, le groupe terroriste ; et en permanence, le clan mafieux sont, eux, invisibles, imperceptibles. Dans la société de l'information, le plus dangereux, c'est donc ce qu'on n'a pas vu ; pas *voulu* (préjugés, aveuglement) ou pas *pu* voir (myopie de la *médiasphère*).

Voici un exemple de cette peine à percevoir ce qui est enfoui et différent ; à comprendre des individus et entités non configurés comme la *médiasphère* le décrète. On parle souvent de déclarations faites par Oussama ben Laden, ou Ayman al-Zawahiri pour l'« anniversaire » du 11 septembre 2001. Mais qu'est-ce qu'un « anniversaire » dans la culture bédouine de la péninsule arabe, dotée d'un calendrier lunaire, donc *mobile* – chacun peut voir que le mois de Ramadan avance de 11 jours chaque année – culture dans laquelle nul anniversaire (mariage, naissance ou décès) ne *peut* donc se célébrer ? Qu'« al-Qaida » célèbre des « anniversaires » n'est ainsi rien

de réel, mais le reflet, soit de l'ignorance, soit du désir secret de la Maison-Blanche et de ses alliés médiatiques d'affronter le sosie musulman d'une familière IRA, elle dotée d'un calendrier et de dates *fixes*. Là encore on en revient au concept d'ennemi de confort.

Une approche efficace :
la méthode phénoménologique

Surmonter les préjugés, voir mieux que la *médiasphère*, cela se peut-il ?

Oui : la philosophie, précisément la *phénoménologie*, nous le permet. Cette discipline nous enseigne de sortir de la « sphère des évidences courantes », de négliger les idées reçues, les souvenirs d'ancien combattant et ce qui traîne sur Internet.

L'approche phénoménologique interdit de prolonger les courbes, de regarder par le petit bout de la lorgnette ; elle montre le risque pris à « saucissonner » les dangers et menaces selon son idéologie, ses vieilles habitudes ou selon les codes et injonctions en vigueur. La phénoménologie nous enseigne l'alerte, l'affût, le regard vers l'avant ; elle nous permet d'aller « droit aux choses mêmes » ; droit à ce qui, comme dangers et menaces, s'offre *réellement* à nous. Et de là, à remonter vers l'origine, car n'observer que les *effets* en ignorant les *causes*, c'est de fait réhabiliter la génération spontanée.

Selon une logique entités-territoires-flux, l'approche phénoménologique consiste à pratiquer un constant « balayage radar »

sur ce qui est dangereux ou menaçant sur terre. À observer ce que cela nous révèle de *nouveau* ; à nous *étonner* des signaux faibles, des ruptures d'ambiance. Pour nous criminologues, cette approche consiste à appréhender les menaces dans leur globalité, pour voir comment elles interagissent (ou non) et s'articulent (ou pas) ; à concentrer nos capacités d'observation sur ce que font *vraiment* les criminels et/ou les terroristes *réels* aujourd'hui – et plus encore sur ce qu'ils s'appêtent à faire, dans une perspective de décellement précoce.

Sécurité des entreprises : amorce d'une approche phénoménologique

L'idée est ici de s'intéresser à ce qui menace vraiment les grands groupes mondialisés, aux vrais risques et dangers qu'ils encourent, et aux ripostes possibles réellement efficaces.

À observer ici le réel, on constate vite que le danger majeur est la criminalisation de l'économie ; l'alarmante contamination, pénétration, infiltration du monde économique et financier licite par l'économie souterraine, dans toutes ses nuances, de l'informel au criminel. Car la criminalité organisée réelle s'intéresse toujours plus à l'économie : corruption, trafics d'êtres humains (migrants, main-d'œuvre, travail au noir), contrefaçons, piratage et contrebande, faux diplômes et fraude identitaire, flux financiers illicites. Important pan de la mondialisation noire, cette criminalité fluide et peu visible concerne, et concernera de plus en plus, les entreprises présentes à l'international.

Du criminel au PDG d'une entreprise du CAC 40, quelles sont ainsi les *vraies* voies de la pénétration, entre compromission, chantage ou corruption ? Quel rôle joue ici le « monde de la nuit » et ce milieu interlope à la marge du *showbiz*, où se croisent *dealers* chics et semi-proxénètes au bras de mannequins et « escortes » semi-prostituées ; intermédiaires et « apporteurs d'affaires », avocats louches et journalistes stipendiés ?

Le vrai défi : voir ce qu'on a sous le nez

Notre relation à ce qui nous est proche est depuis toujours émoussée et sans vigueur. Car pour nous autres hommes, le chemin des choses proches est de tout temps le plus long, et pour cette raison, le plus difficile.

Martin Heidegger

Le principe de raison, Gallimard, Tel, 1983

Voilà, à notre sens, ce à quoi il faudrait s'intéresser pour déceler à temps les vrais dangers, les réelles menaces qu'encourent aujourd'hui les directions des principaux groupes mondialisés.

Car dans ce monde désordonné et à l'inverse de ce qu'on entend souvent, le remède n'est pas le seul renseignement. Le problème n'est pas de récolter toujours plus d'informations, elles-mêmes toujours plus secrètes, sur ce qui touche à la sécurité globale. Tout au contraire, le vrai défi est-il de voir et comprendre *à temps* le sens de ce qu'on a juste sous le nez, bien visible, puis de faire réaliser la gravité du danger ainsi décelé aux décideurs économiques ou politiques.

Exemple : le 5 novembre 1990, dans une rue de New-York, un égyptien barbu, du nom d'El-Sayyed Nosair, abat le rabbin ultra-sioniste Meir Kahane. Nosair est ensuite condamné pour port d'arme, le FBI faisant de l'affaire un simple différend personnel, loin de toute logique *jihadie*. Le 26 février 1993, à New York toujours, un premier attentat vise le World Trade Center. Des enquêtes ciblent alors le milieu islamiste de New York.

Et là, dans un carton de papiers saisis chez El-Sayyed Nosair, on retrouve des textes, jamais traduits de l'arabe ni exploités, décrivant les plans de l'attentat, prévu dès 1990, contre les deux tours jumelles ! Seule l'impéritie du FBI, son refus d'envisager l'hypothèse même de *jihadis* actifs à New York, a permis l'attentat. Rien là dedans ne concernait le renseignement – qui dormait dans un carton, au siège du FBI de New York – tout était, et uniquement, affaire d'aveuglement.

L'aveuglement surmonté – tâche ardue dans une société réagissant en banc de poissons – concevoir un projet pertinent en terme de sécurité globale consiste donc

d'abord à ne pas puiser dans le passé, dans les conceptions préexistantes, de quoi satisfaire nos besoins futurs en matière de défense et de sécurité ; mais à regarder devant soi, à ouvrir des perspectives, à s'étonner et questionner.

Pour conclure dans cet esprit, un ultime étonnement : la société de l'information a secrété un type humain nouveau : l'intello-médiatique, abonné à vie à toute rébellion, protestation et contestation, pourvu qu'elle soit à la mode et se conduise sur plateau télévisé. Or ici : *compliance* et *due diligence* : une superpuissance... la soumission exigée... se justifier à tout instant... Un abscons et absurde maquis de dispositions et règlements, accablant quiconque expédie un dollar de par le globe... Pour des héritiers du « interdit d'interdire », n'est-ce pas là motif à grande croisade ? Pour la liberté du citoyen, contre le caporalisme et le flicage ?

Eh bien non. Pas un mot. Ces intellos-médiatiques n'ont rien vu. Ne pipent mot. Le problème, pourtant immense, les laisse cois. Aveuglement – ou soumission ?

Notes

1. *Compliance* est ce que le président G. W. Bush exige de Saddam Hussein au début de l'année 2003 (voir « The Crawford Transcript – The moment has come to get rid of Saddam », *The New York Review of Books*, 8 novembre 2007). À la fin 2006, une macabre scène de pendaison montre au monde ce qu'il advient d'un ennemi désigné des États-Unis refusant de se soumettre. Un cran au-dessous : « *USA Patriot Act Section 311 gives the Secretary of the Treasury authority to impose financial restrictions on financial institutions in jurisdictions judged to be primary money-laundering concerns. It also prevents the suspect institutions from accessing the U. S. financial system altogether.* » Voir annexe 1 les références et le contexte de cette citation.

2. Sur l'assez manifeste échec de la logique de compilation, voir annexe 2.
3. L'ignorance de l'ennemi réel prend deux formes diversement graves : l'oubli (bureaucratique) pur et simple ; ou plus vicieusement, l'entreprise (elle, idéologique) de modélisation par voie informatique, à sa guise et selon ses besoins, d'un adversaire factice, d'un *ennemi de confort*. À la fin de ce processus de réification, son commanditaire dispose d'un ennemi *rêvé* aux deux sens du terme : à la fois idéal – et illusoire. Mais, comme dans toute toxicomanie, le retour au réel n'est jamais agréable (Irak...).
4. Le lecteur peut télécharger, sur la page d'accueil du site de l'auteur <http://www.xavier-raufer.com>, le texte « Menaces, aveuglement et eugénisme lexical », qui donne maints exemples de ce sidérant oubli et de cette inquiétante certitude.
5. Sur cette difficulté des services officiels américains à concevoir la nouveauté, à sortir des schémas anciens, voir annexe 3.
6. « Le nouveau chaos mondial – penser la sécurité dans un monde chaotique, principe et perspectives », Alain Bauer et Xavier Raufer, Éditions des Riaux, septembre 2007.
7. Voir sur ce point le livre de Youssef Courbage et Emmanuel Todd, *Le rendez-vous des civilisations*, Le Seuil, 2007, qui donne des éléments majeurs sur ce qu'induit, pour l'avenir du monde musulman, la hausse des taux d'alphabétisation et la baisse des taux de fécondité qu'on y constate.
8. Loin d'être personnel, ce jugement est à l'inverse celui de maints officiels américains, exprimé d'usage en privé par respect du devoir de réserve. Voici peu, un de ces experts officiels importants, John A. Cassara, met cependant les pieds dans le plat en publiant (alors qu'il part à la retraite) un ouvrage accablant sur les échecs graves de la lutte contre le financement du terrorisme, telle que la conduit le gouvernement de G. W. Bush. Des extraits significatifs de ce livre intitulé *Hide and Seek, intelligence, law enforcement and the stalled war on terrorist finance* figurent dans l'annexe 1.
9. Échec objectif. Un succès dans la « guerre à la drogue » verrait la cocaïne *durablement* bien plus rare, donc bien plus chère. Or en dollars constants, le prix moyen du gramme de cocaïne sur le sol américain était de 210 dollars début 1987 et de 70 dollars début 2007 – donc l'exact inverse d'une victoire.
10. Notons sur ce point un parallèle défaut de conception : la sécurité des entreprises s'intéresse surtout à *l'endogène* ; la sécurité d'État, elle, est fascinée par *l'exogène* ; tous deux privilégient ainsi de façon peu saine ni efficace, ce qu'ils savent faire, mettent en avant ce qui les arrange.
11. Par partie perdue, nous entendons qu'aucun des objectifs de victoire, initialement fixés par la Maison-Blanche elle-même à cette guerre, n'a pu, et ne pourra finalement, être atteint.
12. Ces deux citations : *L'Homme en péril*, Konrad Lorenz, Flammarion, 1985.

Annexe 1

Quelques extraits de *Hide & Seek, intelligence, law enforcement and the stalled war on terrorist finance*, de John A. Cassara, Potomac Books, Washington, 2007 – livre qui mérite d'être lu et médité dans son entier.

John Cassara a fait toute sa carrière entre la CIA et le Ministère des Finances (Department of the Treasury) ; ses 15 dernières années (1990-2005) ont été consacrées à la lutte contre l'argent criminel ou terroriste. L'auteur de ces lignes peut témoigner qu'en privé, nombre de ses collègues adhèrent aux critiques formulées ci-dessous.

« To put it charitably, America's mostly silent war on terrorist finance is stalled ».

« Money is the necessary ingredient for terrorist organizations. Simply put, without money, there is no terrorism. Unfortunately, nearly five years after the september 11 terrorist attack, despite a variety of initiatives, countermeasures, regulations and reorganizations, there is

no doubt that the terrorist networks retain access to hidden financial sources and can move and transfer both money and value to finance the next terrorist plot ».

« Today, in dealing with terrorist finance, the Department of the Treasury is drowning in the over 13 million pieces of financial intelligence that are collected every year... This is simply too much data to analyze properly. »

« In addition to the failures by the intelligence and law enforcement communities to prevent the terrorist attacks on september 11, the system of financial intelligence, which was put in place to help fight the war on narcotics, failed to generate data on suspicious financial activity that could have possibly helped prevent the attacks... Financial intelligence was not designed to detect the small amount of funding used by terrorists compared to the large amounts laundered in the war on narcotics. ».

« Although the financial databases were created primarily to fight the war on narcotics, not the war on terrorism, I watched transfixed as Treasury's FinCen and the Office of Foreign Assets Control (OFAC) tried to use yesterday's weapons and tactics for today's war. In one sense, using the the existing financial databases for this purpose was like trying to force a square peg in a round hole. But bureaucratically, it made perfect sense. The first law of any bureaucracy is survival ».

(FBI) « The Bureau is populated with skilled and dedicated criminal investigators who do excellent work in some kind of financial crimes, for example white-collar crime and bank robberies. However, the FBI's failure in helping prevent the september 11 attacks and its then almost complete lack of understanding of terrorist finance has been well documented ».

(Watchlists) « During my travels to the Middle East after september 11, I was often told, both by the staff of various U. S. embassies and Arab officials, of ham-fisted efforts by OFAC and other U. S. agencies. One central bank official in the Middle East told me that some of the names forwarded by Washington agencies for checking were the Arab equivalent of Mickey Mouse or Donald Duck. Arab names, in particular, have many variations and different spellings ».

« In my view, the international war on terrorist finance is stalled. I believe one primary reason for this is that U. S. efforts thus far have concentrated on money moving through traditional financial institutions. The result of these efforts have been mixed at best ».

« Anti-money-laundering and counter-terrorist-financing rules and regulations mean major compliance expenses for banks and increasingly broker-dealers, money services businesses, and non-bank financial institutions. There is a growing movement to subject other types of dealers to financial-transparency reporting requirements... If I were in industry, I imagine the costs would be more palatable if I was assured the data was at least being fully exploited. Unfortunately, it isn't.

(Et enfin, la flèche du Parthe...) « Money launderers in the United States face a less than 5 percent risk of conviction » (Dow Jones Capital Markets Report, 14/12/2004, « *Study faults U. S. policies on money laundering, terror funds* ».)

Annexe 2

Jane's Intelligence Digest - 09 novembre 2007 - « US terrorist watch list remains fundamentally troubled »

The terrorist attacks against the United States on 11 September 2001 exposed numerous flaws in data sharing among the country's government agencies. The most serious weakness may have been the ineffective list of terrorist suspects who should have been denied entry to the US or the opportunity to fly on civilian airliners. Yet, the quadrupling of the list's size between 2004 and 2007 has raised concerns that the process of compiling and managing the list is

problematic. (...) Despite this seemingly orderly process, the TSC has had great difficulty in consolidating the information on suspected terrorists available at approximately 12 different US government agencies. The most serious issues involve limited agency co-operation, computer data glitches and problems co-ordinating official government papers (...)

The TSC master list is always changing. Its compilers constantly add, delete and modify names and other personal data to correspond with new intelligence data. However, over time the number of entrants has continually increased, from fewer than 100,000 records in 2003 to more than 750,000 today - an increase of approximately 200,000 names each year since 2004. Members of Congress, civil liberty groups and counter-terrorism experts worry that the government cannot effectively manage this increase without considerable improvements in its recordkeeping.

Annexe 3

Un extrait de *Mafia and organized crime*, de James Finckenauer, Beginner's Guide, One World Publications, Oxford.

« When the FBI first began looking into Russian organized crime in the United States, they largely did so through the prism of their experience and knowledge of La Cosa Nostra. Assuming that other ethnically-based organized crime would look like LCN, they searched for hierarchical structures, godfathers and so on. They did not find them ; although in some cases, with media help, they created « godfathers ». It took some times, and progress was made only in fits and starts, before understanding of the nature of Russian émigré crime (with floating network structures and relatively flat hierarchies) dispelled the Russian mafia myth and enabled the Bureau to focus on the actual problem ».

71

Résumé

Cette étude critique vise à souligner les défauts de construction et de logique de deux concepts d'origine anglo-saxonne très en vogue dans les milieux de la sécurité (surtout d'entreprise) Compliance et Due diligence.

L'étude entreprend de montrer comment l'adoption irréfléchie de ces concepts conduit le monde des entreprises, non pas à plus de sécurité, mais à plus de risques.

Abstract

This critical study wishes to explain the defects (construction and logic) of two anglo-saxon concepts widely accepted by the corporate security quarters, "Compliance" and "due diligence".

The study shows how a hasty acceptance and use of these two concepts doesn't assure the corporate world of more security, but on the contrary, of more risks.

Sécurité Globale

M, Mme, Mlle _____ Prénom _____

Société/Institution _____

N° _____ Rue _____

_____ Code postal _____

Ville _____ Pays _____

Adresse électronique _____

1 an (4 numéros)	France	Autres pays
Particuliers	98 €	138 €
Institutionnels	215 €	290 €

Quand le tarif particulier s'applique, les abonnés doivent payer par chèque personnel ou par carte bancaire et doivent communiquer une adresse de livraison personnelle.

À partir du numéro _____

Date _____

Signature/Cachet

Paiement par chèque à l'ordre de **Sécurité Globale**. Attention, les chèques étrangers doivent être en euros et être compensables en France.

Paiement par virement sur le compte N° 57336700202

Crédit du Nord - 59 boulevard Haussmann 75361 Paris, Cedex 08, Banque : 30076 - Agence 02019 - RIB 03 - IBAN : FR76 3007 6020 1957 3367 0020 203 - (frais bancaires à la charge du donneur d'ordre.)

L'abonnement à **Sécurité Globale** peut également être effectué par carte bancaire (paiement en ligne sécurisé) sur notre site www.choiseul-editions.com



BULLETIN D'ABONNEMENT OU DE RÉABONNEMENT

CHOISEUL ÉDITIONS

1, rue d'Uzès, 75002 Paris, France

Tél. : 01 53 34 09 93 | Fax : 01 53 34 09 94 | editions@choiseul.info | www.choiseul-editions.com